

Saint Denis, le 10 Novembre 2014

Monsieur le Directeur Général,

Depuis plusieurs années, Solidaires Finances Publiques de La Réunion interpelle la direction locale, la délégation inter-régionale ainsi que la Direction Générale sur la situation désastreuse du département et les conséquences catastrophiques d'une politique de suppressions d'emplois sur les missions et les conditions de travail. La DGFIP a donc subi des suppressions d'emplois massives et La Réunion a payé un lourd tribut à cette politique alors qu'elle était déjà proportionnellement en sous-effectif par rapport aux départements de la France hexagonale, y compris les autres DOM.

A cela vous nous répondez sûrement qu'en 2014 vous nous avez entendu, par la création de 2 emplois dans notre département, pour renforcer l'accueil du public. Vous comprendrez également que, combien même ces 2 emplois ont été précieux, la situation de l'accueil dans notre département ne s'est en rien améliorée.

Effectivement, les différentes mesures gouvernementales qui n'ont cessé de complexifier la fiscalité des particuliers et la mesure particulière qui interdit le paiement en espèces de toute créance supérieure à 300 €, n'ont fait qu'alourdir la charge de l'accueil. Les CFP sont de plus en plus sollicités et ne parviennent plus à répondre aux attentes des usagers dans un département où, 1/3 paie en espèces, contre 1/5 au plan national.

Depuis fort longtemps, nous vous avons interpellé afin de vous sensibiliser aux difficultés récurrentes d'accès des usagers à nos services. En effet, ces derniers sont souvent amenés à fermer très tôt leurs portes dans la matinée, faute d'agents pour les recevoir. La rupture d'égalité de traitement avec le citoyen de la France hexagonale est réelle et surtout mal vécue.

Comme nous vous le disions dans un de nos courriers (décembre 2012) : « la situation est apocalyptique (...), les services d'accueil sont à bout de souffle et travaillent dans des conditions dangereuses (depuis l'événement par arme à feu en 2011, les signalements pour agression ou agressivité sont en forte augmentation). La pression psychologique et physique des contribuables impose aux agents de la DRFiP de La Réunion un fort stress et des angoisses grandissantes (...).

En mars 2012, nous vous rappelions la situation socio-économique du département (tissu économique émiétté, 52% de la population en dessous du seuil de pauvreté, besoin fort d'un service public de proximité,...).

Les données même de la DRFiP nous confortent sur la sous estimation de la population réunionnaise qui se chiffre bien au delà des 900 000 habitants pour 453 000 foyers fiscaux. Cette sous-estimation, résultat direct d'une méthode

nationale d'échantillonnage de l'INSEE, inadaptée, minimise les dotations permettant le développement structurel auquel la population réunionnaise pourrait prétendre. Ce malaise se traduit fortement par un service public inefficace tant les attentes sociales sont importantes.

En février 2011, la section locale soulignait que le département comptait plus de 110 000 illettrés **pour lesquels il s'avérait** difficile d'utiliser les moyens modernes de paiement et de faire des réclamations écrites. Nous vous signalions également que le niveau d'alerte dans l'ensemble des services (Trésoreries, SIP, CDIF,...) du département avait atteint son degré le plus élevé.

La DRFiP de La Réunion est dans l'incapacité de faire face aux obligations les plus élémentaires vis à vis des particuliers, des professionnels et des collectivités locales.

Depuis 2012, la section locale de Solidaires Finances Publiques n'a eu cesse de vous interpellé avec des arguments plus qu'édifiants, reposant sur la réalité du terrain des agents des Finances Publiques et des usagers de La Réunion.

Monsieur le Directeur Général, nous appelons à nouveau votre attention sur la situation critique de la DRFiP de La Réunion, ses réelles difficultés, la souffrance de beaucoup de ses agents, les conditions d'accueil des usagers, le retard de traitement des dossiers et le manque d'expertise et de soutien que nous accordons aux collectivités locales. Ce n'est pas la qualité des hommes et des femmes de la DRFiP de La Réunion qui est en cause, c'est le manque significatif d'agents et de moyens qui est responsable de ce désastre.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'assurance de notre respectueuse considération.

Eric METRO

Jocelyn CAVILLOT

Section 974

Secrétaire Départemental :

- Eric METRO : 0692 09 64 65

Administrateur de Région (Réunion - Mayotte)

- Jocelyn CAVILLOT: 0692 60 04 28

Contact: solidairesfinancespubliques.drifip974@dgfip.finances.gouv.fr